

Mais comme je l'ai dit précédemment, il y a eu, pendant une période de 40 ans, une guerre que nous n'avons pas voulu faire pour libérer la Tchécoslovaquie, la Hongrie, l'Allemagne de l'Est, la Bulgarie, la Roumanie ou l'Albanie, parce que ses conséquences étaient trop horribles à envisager.

Ce que nous disons, c'est que les conséquences de cette guerre-ci risquent effectivement d'être trop horribles à envisager. La différence, c'est que ces missiles ne sont pas pointés vers nous cette fois-ci. Disons-nous simplement que nous sommes disposés à envisager des guerres horribles seulement si elles ne nous touchent pas directement? Si nous devons tenir compte de l'horreur d'une guerre lorsque nous décidons ou non de la déclarer, alors je vous demande de songer au fait que les personnes dont les souffrances vous préoccupent et préoccupent le député—et je le crois lorsqu'il le dit—risquent en fait de souffrir dix fois plus à cause de toute guerre nucléaire ou chimique dans cette région ou même des effets désastreux de nouvelles armes classiques.

Pendant que je parle de la souffrance que le député a mentionnée et de la préoccupation du gouvernement à l'égard de celle sévissant dans les pays du tiers monde à cause des prix élevés du pétrole, j'estime que la crédibilité du gouvernement est réellement mise à rude épreuve, particulièrement lorsque nous nous rendons compte que nous avons dû écouter à maintes reprises le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, qui est responsable depuis deux ans de la réduction de l'aide du Canada à l'étranger et qui est responsable de l'adhésion du Canada aux programmes d'ajustement structurel du FMI et de la Banque mondiale, programmes qui affament les enfants du monde entier pour sauver les banques, alors que nous savons que le monde occidental industrialisé n'a jamais eu aucun scrupule à faire baisser les prix des produits de base dans l'intérêt de sa propre économie, peu importe si cela plonge les économies de la Zambie ou du Chili ou d'autres pays exportateurs de produits de base dans le chaos absolu, l'instabilité politique et la famine.

**M. Harvey (Edmonton-Est):** C'est acceptable. C'est le marché qui dicte cela.

### *Initiatives ministérielles*

**M. Blaikie:** C'est le marché qui dicte cela, monsieur le Président. Des gens meurent à cause du marché. Eh bien, ce n'est que la main invisible d'Adam Smith qui fait son oeuvre bienfaisante dans le monde. Franchement, monsieur le Président, on ne peut tout simplement pas croire certains propos qu'on entend dans cette Chambre.

**Des voix:** Bravo!

**L'hon. Kim Campbell (ministre de la Justice et procureur général du Canada):** Monsieur le Président, je veux répliquer aux allusions du député à mes propres déclarations sur l'Occident industrialisé et sur sa déclaration selon laquelle Saddam Hussein frappe au nom de ceux qui ne croient pas que les pays appartenant au même club que le Canada devraient gouverner le monde.

Il est important de ne pas laisser l'impression qu'il a donnée que, d'une manière ou d'une autre—et je n'avais certainement pas l'intention de donner cette impression—, seul l'Occident industrialisé a quelque chose à gagner dans ce conflit. En raison de notre richesse et de notre niveau de bien-être, nous sommes en mesure de faire certaines choses dans le monde que d'autres pays ne peuvent pas faire, mais je souligne que 31 pays sont dans le Golfe et appuient les sanctions contre l'Irak et que les pays les plus déterminés à répliquer à l'agression de l'Irak ne font pas partie de l'Occident industrialisé. J'ai mentionné ces pays dans un contexte différent et en dépit de ce qu'en dit le député, il est vrai que les pays du tiers monde souffrent.

L'un des problèmes qu'ont connu les Nations Unies au cours de leur histoire, c'est que l'Assemblée générale où les pays du tiers monde ont un poids considérable, en raison de leur nombre, n'a jamais réussi à démontrer la même volonté que le Conseil de sécurité, en raison de la guerre froide. Nous sommes maintenant à un point où ces pays, qui ont les moyens d'appuyer les résolutions des Nations Unies, peuvent le faire, et je souligne que le Canada, quoique 31<sup>e</sup> pays du monde par sa population, fournit 25 p. 100 des ressources des Nations Unies. Par conséquent, lorsque je parle des pays industrialisés de l'Occident, je parle des démocraties et des pays qui peuvent donner un certain poids aux décisions de l'ONU.

Beaucoup de pays souhaitent ces mesures, mais ne sont pas en mesure de la prendre et je crois que c'est une perception tout à fait trompeuse que de laisser entendre que les pays appuyant les Nations Unies ne sont pas représentatifs de tous les pays du monde. En fait, les pays du tiers monde sont très bien représentés. Je ne l'ai pas sous la main, mais j'ai vu un tableau qui énumère tous les pays impliqués dans le Golfe, et il s'agit d'un très large éventail de pays, y compris beaucoup qui ont la possibilité, probablement pour la première fois de leur histoire, de participer à une opération collective de sécurité.